



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 210  
(Privé)

## Loi concernant la Ville de Saint-Laurent

---

### Présentation

Présenté par  
M. Roland Dussault  
Député de Châteauguay



---

Éditeur officiel du Québec  
1984



# Projet de loi 210

(Privé)

## Loi concernant la Ville de Saint-Laurent

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Saint-Laurent que sa charte, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 64a de la Loi des cités et villes, édicté pour la Ville de Saint-Laurent par l'article 1 du chapitre 82 des lois de 1972, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Dans le présent article, les mots « membres du conseil » comprennent les membres du comité exécutif, à la condition que ceux-ci aient siégé à ce titre durant au moins quatre années. ».

**2.** L'article 70.2 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la Ville de Saint-Laurent par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Les autres membres du comité sont nommés par résolution du conseil parmi ses membres pour un mandat de quatre ans; ce mandat est renouvelable. ».

**3.** L'article 412 de la Loi sur les cités et villes est modifié pour la ville par l'addition, après le premier alinéa du paragraphe 44°, de l'alinéa suivant:

« Pour réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destiné au stationnement, déterminé par règlement après entente avec le propriétaire; ».

**4.** L'article 432 de la Loi sur les cités et villes est modifié pour la ville par l'addition des alinéas suivants:

« Aux fins du paragraphe 4° du premier alinéa, le conseil peut faire des catégories de bâtiments ou d'établissements et déterminer pour chacune des catégories le prix de l'eau selon la consommation ou la valeur locative apparaissant au rôle de l'exercice en cours.

La présente disposition est déclaratoire. ».

**5.** L'article 461 de la Loi sur les cités et villes est remplacé pour la ville par le suivant:

« **461.** La corporation peut faire vendre à l'encan, par huissier, sans formalité de justice et après les avis requis pour la vente de biens meubles sur saisie-exécution, les biens meubles en la possession de la corporation qui ne sont pas réclamés dans les deux mois et qui ont été abandonnés ou qui proviennent d'un vol, d'une saisie ou d'une confiscation faite par ses officiers de police, ou de personnes dont la corporation a payé les funérailles.

Elle peut également vendre tout véhicule automobile fabriqué depuis plus de sept ans et qui sont sous sa garde, abandonnés ou trouvés et non réclamés après trente jours; ce délai est de dix jours dans le cas d'un véhicule sans moteur ou dans un état tel qu'il constitue un objet de rebut.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la corporation n'est responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle a engagés.

S'ils ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ils peuvent être détruits après publication de semblables avis, en les adaptant et, s'ils sont réclamés après leur destruction, la corporation n'est tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation. ».

**6.** Malgré la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22), un exemplaire de la déclaration en duplicata prévue à l'article 3 de cette loi lorsqu'il s'agit de documents en la possession de la ville, est déposé dans les archives sous la garde du greffier et l'autre exemplaire dans un local réservé au greffier, situé à l'extérieur de l'Hôtel de Ville.

Pour les fins de l'application de cette loi, tout document, livre ou registre émanant de la ville ou faisant partie de ses archives peut, malgré le délai prévu par le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 2 de cette loi, être détruit dès qu'il a été reproduit.

**7.** L'immeuble connu et désigné comme lot 242-1417 du cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Laurent situé au numéro civique 1745, boulevard Décarie, appartenant au Young Men's Christian Association of Montreal, reconnu par la Commission municipale du Québec, le 20 décembre 1979, comme remplissant les conditions prescrites au paragraphe 10 de l'article 18 de la Loi sur l'évaluation foncière telle qu'elle se lisait à cette date est, sous réserve du paiement de la compensation prévue à cette loi, exempt de toute taxe foncière de 1977 à 1979.

**8.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.